

|  |  |
| --- | --- |
| **03/2017** | **26 janvier 2017** |

**Lors d’un débat avec le commissaire Moscovici, les membres
du CESE ont recommandé d’achever l’architecture de l’euro
afin de garantir une prospérité et une stabilité durables
pour l’Europe entière**

**Le Comité économique et social européen a tenu aujourd’hui un débat sur l’état de l’économie européenne et les perspectives d’approfondissement de l’Union économique et monétaire (UEM), auquel a participé *Pierre Moscovici*, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, la fiscalité et les douanes. Par l’intermédiaire de M. Moscovici, les membres du CESE ont transmis un message clair à relayer aux prochaines réunions de l’Eurogroupe, du Conseil Ecofin et du Conseil européen, indiquant qu’il est urgent que les citoyens et les acteurs économiques européens puissent percevoir un sentiment d’appropriation et une orientation de la part des dirigeants européens, notamment lorsqu’ils se penchent sur les pièces manquantes d’une véritable UEM. Le processus d'intégration de l’UE, et particulièrement l’euro, ne peuvent être viables que si les aspects économique, budgétaire, financier, social et politique progressent de concert, quand bien même cela nécessiterait une modification du traité.**

«*Faire l’inventaire des succès engrangés lors des sommets européens qui se sont succédé est une démarche bienvenue, mais insuffisante*», a déclaré **Joost van Iersel**, président de la section économique du CESE. *Nous demandons aux dirigeants politiques européens d’adopter, pour mener à bien l'UEM, une feuille de route transparente et assortie d’échéances précises, ainsi que de prendre clairement, à l’échelle de l’UE, l'engagement de la mettre en œuvre.* *En cette période de troubles politiques, nous avons plus que jamais besoin de stabilité, de crédibilité et de prévisibilité au regard de la notion de souveraineté européenne.* *Il s'agit là de la seule manière de rassurer les citoyens et les investisseurs quant à l’irréversibilité de l’euro et de notre avenir européen commun.*»

Le **commissaire Moscovici** a présenté un aperçu de la situation économique de l’UE, ainsi que les taux de croissance prévus pour 2017 (1,6 %) et 2018 (1,8 %). Au cours de son intervention, il a déclaré: «*Je suis d’avis qu’il faut garantir la mise en place d’instruments puissants qui pourront être utilisés dans la zone euro, tels qu’un Trésor public européen.* *Ma vision est celle d’une Europe unie tant sur le plan social que physique, qui puisse s’opposer au populisme tout en œuvrant en faveur d’une convergence économique ascendante et du progrès social de ses citoyens.* *Si l’euro doit devenir la monnaie de toute l’Union européenne, il est absolument indispensable d’achever son architecture, et la contribution du CESE à ce débat sera fort appréciée.*»

Le CESE, unique représentant institutionnel de la société civile organisée en Europe, a plaidé à plusieurs reprises pour que le processus d’approfondissement de l’UEM passe à la vitesse supérieure afin de garantir une plus grande convergence entre les États membres et de rendre l’UE dans son ensemble plus prospère, compétitive et résistante aux chocs extérieurs, dans le cadre d’un concept de souveraineté partagée. Dans ses avis sur l’UEM (voir ci-après), le CESE a d’ores et déjà dégagé un consensus sur des recommandations particulières visant les divers éléments qui méritent d’être pris en considération.

Cependant, le Comité a également souligné qu’il ne sera possible d’achever l’UEM que si l’ensemble des États membres concernés, les institutions et les acteurs de la société civile coopèrent activement et sans délai à ce processus. Au cours du débat qui s’est tenu aujourd’hui, le CESE a pointé une fois de plus qu’il n’existe pas d’autre solution viable que celle d’une zone euro plus politique, davantage axée sur les grandes priorités qui importent à ses citoyens que sur des objectifs chiffrés et des questions techniques spécifiques.

À la lumière du prochain livre blanc de la Commission sur l’avenir de l’UE, et notamment sur celui de l’UEM, le CESE entend faire avancer la discussion engagée aujourd’hui. Dans un premier temps, sa section économique organisera, le 2 février 2017, un **débat public sur le thème «**[***Quel avenir pour l’euro? Menaces et opportunités pour la deuxième étape de l’approfondissement de l’UEM***](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-future-for-euro-programme)».

Avis du CESE sur le sujet:

* [Achever l’Union économique et monétaire ‒ Les propositions du Comité économique et social européen pour la prochaine législature européenne](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=29304)
* [Achever l’Union économique et monétaire – le rôle de la politique fiscale](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=31097)
* [Achever l’UEM: le pilier politique](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=34550)
* [Le recours à la méthode communautaire pour rendre l’UEM démocratique et sociale](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=35319)
* [Réexamen de la gouvernance économique](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=34405)
* [Mesures à prendre pour compléter l’Union économique et monétaire](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=37234)

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

Milen Minchev, service de presse du CESE

Courrier électronique: press@eesc.europa.eu

Tél. +32 25468753

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne. Il compte 350 membres venus de l'Europe entière, qui sont nommés par le Conseil.*